

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200F CFA

www.adiac-congo.com

N° 4579 LUNDI 28 AOÛT 2023

PRÉSIDENTIELLE DE DÉCEMBRE

L'opposition républicaine redoute un hold-up électoral



D'après l'opposition républicaine que dirige Constant Mutamba, le président de la Cour constitutionnelle aurait reçu des instructions pour préparer une mise en place dans la magistrature afin de tricher aux prochaines élections. À l'en croire, le président Félix Tshisekedi serait engagé dans une démarche visant à tout prix à se doter d'une majorité forte dans la prochaine Assemblée nationale. [Page 3](#)

*Alexis Mutamba
en conférence de presse*

MATIÈRES PREMIÈRES

Le lithium plus résistant



La fin du premier semestre 2023 reste marquée par un recul généralisé des différents minerais négociés dans les marchés mondiaux. Dans ce contexte

de morosité, le lithium affiche, en cette période, la meilleure performance dans le marché mondial avec une augmentation de 10,81 %. [Page 2](#)

NIGER

Paris réaffirme son soutien à la position de la Cédéao

La France apporte son plein soutien à la Cédéao pour le retour à l'ordre constitutionnel au Niger. C'est ce qui ressort d'un entretien entre la cheffe de la diplomatie française, Catherine Colonna, et son homologue nigérian Yusuf Maitama Tuggar. [Page 6](#)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'Ifasic commémore les cinquante ans de son existence



Fleuron du journalisme en République démocratique du Congo, l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (Ifasic) totalise aujourd'hui cinquante ans d'existence. Cette communication est appuyée par un plaidoyer visant à transformer l'Ifasic en une université moderne susceptible de s'imposer comme une institution cruciale dans l'existence et la survie de la société congolaise. [Page 4](#)

ÉDITORIAL

Suspension

Près d'un mois après le renversement du président Mohamed Bazoum par les militaires, l'Union africaine (UA) a prononcé mardi 22 août la suspension du Niger de toutes ses instances décisionnelles. Une pression supplémentaire qui vient s'ajouter à celles menées concomitamment par les deux principales organisations sous-régionales, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) contre les putschistes.

La décision de l'UA coule de source si on peut dire, car tel est le principe applicable à tous quand survient un changement anticonstitutionnel à la tête d'un pays membre : le Mali, la Guinée, le Soudan, le Burkina Faso sont sous le coup de sanctions du même type depuis la série de prises de pouvoir par les hommes en uniforme à partir de 2020. L'isolement diplomatique qui s'ensuit est un moyen pour dissuader ces régimes en treillis de s'éterniser au pouvoir et les inciter d'une façon ou d'une autre à accélérer le retour à l'ordre constitutionnel.

Alors que pour le Mali, la fin de la transition est fixée à l'année prochaine, une élection présidentielle étant attendue au mois de février 2024, dans les autres pays de la région, le bout du tunnel paraît encore lointain. Mais en plus de s'être mis à dos l'organisation continentale, Niamey gère le stress maintenant lié à une probable intervention militaire des forces régionales de la Cédéao. Décidés à déloger les militaires du Palais présidentiel pour y réinstaller le chef de l'Etat évincé qui est toujours séquestré par ses tombeurs, les dirigeants ouest-africains ne décolèrent pas.

Seul fragile état de grâce pour le CNSP (Conseil national pour la sauvegarde de la patrie) au pouvoir depuis le 26 juillet, l'UA n'appuie pas explicitement l'opération militaire projetée par la Cédéao. Quelques puissances régionales non-membres de cette institution au nombre desquelles l'Algérie ne sont pas non plus favorables à la manière forte. Présents sur le territoire nigérien grâce à un important contingent militaire, les Etats-Unis d'Amérique sont aussi pour une solution négociée. Il reste une place pour l'inconnu : la décision de l'UA de suspendre le Niger de ses instances aura-t-elle un effet sur les positions des potentiels belligérants ? Attendez de voir !!!

Les Dépêches de Brazzaville

MATIÈRES PREMIÈRES

Le lithium plus résistant

La fin du premier semestre 2023 reste marquée par un recul généralisé des différents minerais négociés dans les marchés mondiaux. Par ailleurs, on note également une baisse de l'activité manufacturière mondiale et un rebond plutôt timide de l'économie chinoise au cours de la même période. Dans ce contexte de morosité, un minéral s'est démarqué : le lithium.

Au cours de la période de six mois, le lithium n'a pas enregistré une tendance baissière. Cette annonce intervient au moment où la République démocratique du Congo (RDC) prépare fiévreusement le forum RDC-Afrique sur les métaux de batterie du 20 au 21 septembre à Kinshasa. Pour l'heure, le lithium affiche la meilleure performance dans le marché mondial, avec une augmentation de 10,81 % au premier semestre de l'année 2023. Ensemble avec l'or, ils représentent les deux matières premières qui ont enregistré des rendements positifs au cours de cette période. Cependant, la situation est plus difficile pour les autres matières premières, qui ont perdu du terrain dans les marchés mondiaux. Il faut indiquer par ailleurs que l'activité manufacturière mondiale a reculé également, et le géant chinois, premier partenaire minier des pays africains, ne se relève pas facilement après trois années de confinement.

Pourtant, rien ne viendra perturber les prévisions sur le lithium, espère-t-on déjà dans le cercle restreint des experts. Le métal sort déjà de deux années de performance, 2021 et 2022. Pour les experts, certains facteurs vont continuer à jouer en faveur d'un rendement positif du lithium au cours des prochains mois. Parmi eux, il y a surtout sa place incontournable dans la fabrication des piles ou batterie électrique. Dans le cadre de la transition énergétique, il reste un des éléments-clefs de l'essor des ventes de véhicules électriques dans le monde. Et sur ce point précis, l'Agence internationale de l'énergie projette un chiffre de vente mondial d'environ 14 millions de véhicules en 2023, soit une augmentation de 35 % par rapport à 2022. Dans ce contexte favorable à ce métal de l'avenir, Kinshasa multiplie les initiatives pour matérialiser son rêve de devenir un des pays qui fabriquent les batteries électriques. Avec ses recherches

probantes de lithium dans le Manono (Tanganyika), le pays cherche à se positionner parmi les plus grands fournisseurs mondiaux. En septembre prochain, un événement de taille devrait avoir lieu dans la capitale RD-congolaise. Il s'agit du Forum RDC-Afrique sur les métaux de batteries. A cette occasion, on annonce la présentation des membres du Conseil consultatif 2023 composés d'un groupe d'éminentes personnalités de l'industrie, chacune avec une expérience et une expertise dans le secteur des métaux pour batteries. Ce conseil consultatif va s'impliquer pleinement dans la réussite du forum, en soulignant les perspectives intéressantes pour le pays, et en apportant un encadrement et une orientation stratégique au succès de l'événement. A titre d'information, le forum RDC-Afrique sur les métaux de batteries se tiendra à l'hôtel Kin-Plazza Arjaan by Rotana à Kinshasa du 20 au 21 septembre 2023.

Laurent Essolomwa

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa-RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

* Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

PRÉSIDENTIELLE DE DÉCEMBRE

L'opposition républicaine redoute un hold-up électoral

Alors que les différents sondages créditent Félix-Antoine Tshisekedi d'un triomphe électoral lors de la présidentielle de décembre 2023, l'opposition républicaine, elle, estime que cela ne pourrait qu'être le fait d'un hold-up.

Les leaders de ce bord politique restent convaincus que ces élections sonneront le glas du régime actuel pour un changement d'homme à la tête du pays. Déterminée à aller aux élections et à conquérir le pouvoir, ce camp politique se dit porteur d'une offre politique basée sur la rupture censée remettre le pays sur la voie de la normalité. Entre-temps, cette opposition redoute une supercherie que concocterait l'actuel pouvoir pour baliser la voie à un deuxième mandat du président Félix Tshisekedi. C'est le président de la Dynamique progressiste (Dypro) et chef de file de l'opposition républicaine, Constant Mutamba, qui l'a révélé le 25 août dernier au cours d'un point de presse.



Alexis Mutamba en conférence de presse

Pour cet acteur politique, des instructions auraient été

données au président de la Cour constitutionnelle, Dieu-

donné Kamuleta, pour préparer une mise en place dans la

magistrature afin de tricher aux élections. Il est question, à en croire Constant Mutamba, d'apprêter une mise en place des nouveaux magistrats en perspective des dites élections. Et d'ajouter que le travail serait déjà bouclé et n'attendrait plus que les ordonnances y afférentes pour sa mise en exécution. À en croire ce haut cadre de la famille politique de Joseph Kabila, le président Félix Tshisekedi serait engagé dans une démarche visant à tout prix à se doter d'une majorité forte dans la prochaine Assemblée nationale. Et d'affirmer que l'opposition républicaine va désigner incessamment, à l'issue de son conclave politique du 30 août, son candidat président de la République.

Alain Diasso

SUD-KIVU

Les médias dénoncent leur situation face au fisc

Les radios, télévisions et journaux du Sud-Kivu décrient certaines taxations de la Division provinciale de communication et médias et sollicitent l'implication du gouverneur de cette province afin de stopper ces pratiques.

Les médias, l'Union nationale de la presse congolaise (UNPC) et le Réseau des radios et télévisions communautaires du Congo (Rateco) de la province du Sud-Kivu montent au créneau pour dénoncer certaines taxations de la Division provinciale de l'Information et des médias. A l'issue d'une réunion tenue, le 25 août, au siège de l'UNPC à Bukavu, sur la situation actuelle des médias face au fisc, le « quatrième pouvoir » dans la province du Sud-Kivu a fait une déclaration. « Nous exprimons notre profonde indignation face aux tracasseries fiscales auxquelles nous sommes confrontés de la part de service de l'Etat, notamment la Division provinciale de communication. En effet, nous sommes soucieux d'être des médias disponibles, exemplaires et respectueux des lois qui régissent ce métier pour l'intérêt de la République. Raison pour laquelle un cadre de concertation existe entre les médias et différents services étatiques



Lecture de la déclaration des médias du Sud-Kivu par Judith Asina

œuvrant dans la province », ont dit ces médias dans la déclaration lue par Judith Asina, directrice de la radio Svein émettant à partir du chef-lieu de la province du Sud-Kivu.

Et d'indiquer : « Nous rappelons les dispositions de la nouvelle loi fixant les modalités de l'exercice de la liberté de presse, d'infor-

mation et d'émission par la radio, télévision, la presse écrite ou tout autre moyen de communication en République démocratique du Congo. A cet effet, les plaidoyers continuent pour avoir un nouvel arrêté interministériel du ministère de la Communication et des Finances qui va fixer la nouvelle nomenclature

des droits, taxes et redevance ».

Dans cette déclaration, les médias du Sud-Kivu ont relevé que les tracasseries fiscales dont il s'agit ici consistent en des demandes régulières et excessives de paiement des taxes, renouvellement des frais de licence, taxe sur la publicité. Et ce, avec des notes de débit établies

de façon imaginaires, sans tenir compte des réalités des conditions précaires de ces médias respectifs. « Ces pratiques entravent notre travail quotidien et met la liberté de la presse en péril. Face à cette tentative de musèlement de la presse au Sud-Kivu, nous recommandons aux services compétents la vulgarisation de la nouvelle loi sur la presse. Au gouverneur de province de s'impliquer personnellement et en toute urgence pour mettre fin à toutes ces tracasseries fiscales dont les médias sont victimes, de veiller à l'annulation des notes de débit non conformes à la loi », ont plaidé les médias.

Prenant à témoin la communauté nationale et internationale face à cette « situation de tentative de musèlement de la presse », les médias du Sud-Kivu envisagent des journées sans presse et d'autres actions citoyennes d'envergure garanties par la Constitution afin de recouvrer leurs droits.

Martin Engimo

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'Ifasic commémore les cinquante ans de son existence

Fleuron du journalisme en République démocratique du Congo, l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (Ifasic) totalise aujourd'hui cinquante ans d'existence.

Pour ne pas passer sous silence une telle commémoration qui n'est pas sans rappeler les tribulations ayant émaillé le parcours élogieux de cet alma mater, une série d'activités sont programmées. Depuis le 8 juillet, la communauté estudiantine de cet établissement d'enseignement supérieur est plongée dans la fièvre de cette célébration avec, pour point de chute, le 29 octobre prochain. Au-delà de ce côté festif, il y a lieu de magnifier le travail abattu par l'Ifasic, né des cendres de l'Isti, pour doter le pays des cadres formés dans le domaine de l'information et de la communication. Tous ceux qui sont passés par cette école de journalisme doivent une fière chandelle au Pr Malembe Tamandiack dont le mérite est d'avoir donné corps à ce qui n'était alors qu'une simple vue de l'esprit. Grâce à la perspicacité de cet intellectuel qui en a posé



les jalons, et sur décision du Conseil d'administration de l'Université nationale du Zaïre (Unaza), l'Isti fut créé le 28 mai 1973. Vingt-quatre années plus tard, l'établissement prit une nouvelle orientation dans sa noble mission éducative pour prendre l'appellation de l'Ifasic (Cfr. arrêté ministériel n°ESU/cab. Min/022/97). Le projet s'est

consolidé par la suite jusqu'à justifier d'un enracinement social manifeste comme en témoignent les vocations suscitées au fil des années. L'on ne peut oublier l'apport des personnalités telles que Mgr Tharcisse Tshibangu, Dominique Sakombi, Elebe Ma Ekonzo et autres qui s'en sont appropriés jusqu'à en devenir des fervents défen-

seurs. L'Ifasic a formé de nombreux cadres dans le secteur de l'audiovisuel et de la presse écrite dont certains ont occupé des hautes fonctions au sein de l'appareil étatique à l'instar d'Aubin Ngongo Luwowo, Patrick Muyaya, Nicole Dibambu, Bonanya Ngasi, Geneviève Inagosi, Sylvie Elenge, Colette

Tshomba, etc. Aujourd'hui, le bien-fondé de cette institution du niveau supérieur pour la formation d'agents de développement et d'intégration nationale dans le secteur de la communication n'est plus à démontrer. Le besoin des communicateurs est plus qu'impérieux pour concrétiser des mutations sociales positives via une bonne sensibilisation autour des enjeux de développement. Conscients de la mission salvatrice dont est porteur l'Ifasic dans une société congolaise en perte de repères, les autorités académiques actuelles se sont fixé un nouveau cap pour mieux répondre aux exigences d'un monde en perpétuelle mutation. D'où leur plaidoyer visant à transformer l'Ifasic en une université moderne susceptible de s'imposer comme une institution cruciale dans l'existence et la survie de la société congolaise.

Alain Diasso

DÉPUTATION NATIONALE

Bazil Palambwa brigue l'un de six sièges d'Idiofa

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) a publié une liste provisoire de plus de 23 mille candidats députés nationaux dont les dossiers ont été jugés recevables.

Le chassé-croisé a d'ailleurs été déjà lancé avec cette période qui précède la campagne électorale. Et dans la province de Kwilu, issue du démembrement de l'ex-province de Bandundu, l'heure est à la pré-campagne avec moult sensibilisations. Notons que la circonscription d'Idiofa dans cette province a enregistré plus ou moins quatre cents candidats pour six sièges. Retenu par la Centrale électorale, Bazil Palambwa Intsar fait partie de six candidats de l'Alliance des démocrates chrétiens du Congo de la princesse Adèle Kayinda, qui soutient haut et fort la réélection du président Félix Antoine Tshisekedi pour un second mandat à la tête du pays. Et dans le cadre de l'implantation du parti, Bazil Palambwa a effectué une descente à Idiofa où il a fait une grande mobilisation, appelant la population à accorder massivement un second mandat au président Félix Tshisekedi. Il a, par ailleurs, sensibilisé pour un vote utile à la députation nationale.

Expert au comité national du désarmement et sécurité internationale depuis quelques années et témoin des besoins et des aspirations de la population d'Idiofa, il se dit être toujours passionné pour le bien-être de sa communauté. Une fois élu et fort de son expérience, Bazil Palambwa entend être un défenseur des voix et droits de ses électeurs, et pourra aborder les questions majeures touchant sa communauté, entre autres, le manque d'adduction à l'eau potable, la carence d'infrastructures de base, etc. « Je suis convaincu qu'il est temps de créer un changement positif... je crois fermement à la nécessité d'un gouvernement ouvert et responsable, qui rend des comptes à ses citoyens », a-t-il affirmé.

Aussi promet-il à sa base d'organiser régulièrement



Bazil Palambwa

des réunions publiques, des consultations citoyennes. « Ensemble, nous pouvons construire un avenir meilleur pour notre communauté. Mon engagement envers vous, en tant que député, est de consolider nos efforts collectifs pour lutter contre les inégalités, encourager le développement économique durable et promouvoir une gouvernance responsable », a-t-il assuré à ses électeurs. L'histoire va retenir que son père, le patriarche Daniel Palambwa Andzwa Empak, décédé le 24 mai dernier à 101 ans, fut député national d'Idiofa dans les années post indépendance (élection de 1965 et réélu en 1977), après avoir longtemps œuvré dans l'enseignement et accompli d'autres tâches apostoliques au sein de l'Eglise catholique au pays. Le fils va ainsi reprendre le flambeau du père dans le Kwilu.

Martin Enyimo

JUSTICE

La partie civile requiert la déchéance du mandat parlementaire de Mwangachuchu

Autre peine requise pour Mwangachuchu, la condamnation au paiement de dommages et intérêts de 4 milliards de dollars américains.

L'audience du 25 août dans le procès opposant l'auditeur général au député Édouard Mwangachuchu, devant la Haute Cour militaire siégeant à la prison militaire de Ndolo, a donné lieu aux réquisitoires de la partie civile défendant les intérêts de la République et du ministère public. La partie civile a requis contre le prévenu la déchéance du mandat parlementaire, la confiscation des armes et munitions découvertes à la SMB et la fermeture de ladite société. Autres sanctions requises par la partie civile contre Mwangachuchu, la condamnation au paiement de dommages et intérêts de 4 milliards de dollars américains et l'établissement des infractions de trahison, participation à un mouvement insurrectionnel et détention illégale d'armes et munitions de guerre. Quant au co-accusé de l'élu de Masisi, Robert Mushamalirwa, il a été sollicité de la Haute Cour des poursuites notamment pour complicité de trahison. Le ministère public a également rendu son réquisitoire contre Mwangachuchu. Il a sollicité cinq ans de servitude pénale principale pour détention illégale d'armes de guerre, servitude pénale à perpétuité pour participation à un mouvement insurrectionnel et 20 ans de servitude pénale principale pour trahison. Le procès opposant l'auditeur général au député Édouard Mwangachuchu a débuté au mois de mars dernier. Il fait suite à la découverte d'une cache d'armes dans la concession de l'élu de Masisi.

Jules Tambwe Itagali

CAN 2024

Les vingt-sept Léopards retenus contre le Soudan

Sébastien Desabre a rendu une liste de vingt-sept Léopards retenus pour affronter les Crocodiles du Nil du Soudan, avec dans le groupe Pelly Ruddock Mpanzu et Charles Pickel Monginda pour sa première prestation chez les Léopards après avoir joué dans les équipes de jeunes de la Suisse.

Le sélectionneur manager des Léopards de la République démocratique du Congo (RDC), Sébastien Desabre, a publié une liste de vingt-sept joueurs retenus pour le match contre les Crocodiles du Nil du Soudan. Prévue pour le 9 septembre au stade des Martyrs de Kinshasa à la suite d'une dérogation de la Confédération africaine de football (CAF), cette rencontre compte pour la 6e et dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Côte d'Ivoire 2023, mais qui sera organisée en janvier et février 2024.

Le technicien français n'a pas modifié son ossature dans cette liste, mais il a fait de petits changements avec deux nouveaux dans la tanière des fauves congolais, notamment les milieux de terrain Pelly Ruddock Mpanzu de Luton Town –club promu en Premier League anglaise-, et Charles Pickel Monginda qui pourrait quitter Cremonese relégué en série B italienne. Rappelons que Pelly Ruddock aurait pu faire ses débuts officiels (lui qui a déjà disputé un match



: Les Léopards de la RDC

amical avec les Léopards) contre la Mauritanie, mais il avait été blessé.

Dans ce groupe, on note l'absence du milieu défensif Aaron Tshibola, suspendu pour deux cartons jaunes. Soulignons le retour de Cédric Bakambu après sa suspension écopée lors de la rencontre contre la

Mauritanie. Les Léopards sont actuellement premiers de leur groupe avec 9 points, devant le Gabon (7 points), la Mauritanie (7 points) et le Soudan (6 points). Les joueurs de Sébastien Desabre ont besoin d'un point pour composer leur ticket de la phase finale de la CAN.

Les 27 retenus

Les Vingt-sept joueurs retenus sont donc les gardiens de but Siadi Baggio (Mazembe), Lionel Mpsi (Rodez/L2 France), Esdras Kabamba (Bravos do Maquis/Angola) ; et les défenseurs Inonga Baka (Simba/Tanzanie), Chancel Mbemba (Olympique de Marseille/L1F

France), Nsimba Vital (Bordeaux/L2 France), Jordan Ikoko (Paphos FC/Chypre), Arthur Masuaku (Besiktas/Turquie), Dylan Batubinsika (Saint-Etienne/L2 France), Rocky Bushiri (Hibernian FC/Ecosse), Gédéon Kalulu (Lorient/France).

Les milieux de terrain convoqués sont Samuel Moutousamy (Nantes/France), Gaël Kakuta (Amiens/L2 France), William Balikwisha (Standard de Liège/Belgique), Théo Bongonda (Spartak Moscou/Russie), Omenuke Mfulu (Las Palmas/Espagne), Pelly-Ruddock Mpanzu (Luton Town/Angleterre), Edo Kayembe (Watford/D2 Angleterre), Charles Monginda Pickel (Cremonese/Italie), Chadrack Akolo (Saint Gallen/Suisse), Meschack Élia (Young Boys/Suisse).

Enfin, les attaquants appelés sont Yoane Wissa (Brentford/Angleterre), Fiston Kalala (Pyramid FC/Egypte), Aldo Kalulu (Partizan de Belgrade/Serbie), Cédric Bakambu (Galatasaray/Turquie), Jackson Muleka (Besiktas/Turquie).

Martin Engimo



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ
LE QR CODE

AVIS DE PERTE

M. Assad Abdallah domicilié au 03 avenue Cardinal Emile Biayenda demande à toute personne de bonne volonté ayant retrouvé son passeport libanais n°LR19678911 du 20 décembre 2022 de bien vouloir le lui déposer ou le contacter au n°06 801 01 53. Une récompense est prévue.

AVIS DE RECHERCHE

Dans le cadre du lancement de ses activités, l'ETABLISSEMENT MB de la place exerçant dans l'imprimerie et autres prestations recherche un profil suivant :

Un opérateur de saisie ayant de la maîtrise de l'infographie, le pack-office avancé et une expérience suffisante dans l'utilisation des machines : imprimante, copieur, scanner, plastificateur, press à chaud pour impression sur tee shirt, press machine COMBO pour impression sur autres supports bouteille, casquette, stylo, clé USB), imprimante gros format (traceur), etc.

Poste basé à Brazzaville

Date limite : 15 septembre 2023

Merci d'envoyer une Lettre de motivation adressée au Responsable gérant et un CV détaillé aux adresses suivantes : info.mpan.biyala.badogo@gmail.com copie julian.likibi2022@gmail.com

NIGER

La junte s'estime en droit d'exiger le départ de l'ambassadeur français

Au Niger, le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) dirigé par le général Abdourahmane Tchiani s'estime en droit d'exiger que l'ambassadeur de France à Niamey, Sylvain Itté, quitte le pays dans un délai de 48 heures.

«Le Niger n'a nullement besoin d'une autorisation ou d'une interprétation de la convention de Vienne de 1961, pour exercer ses prérogatives et faire quitter l'ambassadeur [français] Sylvain Itté, après ce délai de 48h», souligne un communiqué de la diplomatie nigérienne.

Vendredi soir, le pouvoir militaire a sommé l'ambassadeur de France à Niamey, Sylvain Itté, de quitter le pays dans un délai de 48 heures. Selon la chaîne de télévision Al Hadath, l'ambassadeur n'a pas répondu à la convocation du ministère des Affaires étrangères, qui est sous le contrôle des putschistes,

et a refusé de rencontrer ses représentants.

En réponse, Paris a fait savoir par le biais de son ministère des Affaires étrangères que le pouvoir militaire n'a «pas autorité pour faire cette demande, l'agrément de l'ambassadeur émanant des seules autorités légitimes nigériennes élues».

Le président Mohamed Bazoum a été destitué dans la soirée du 26 juillet par des militaires. Ils ont, par ailleurs, formé le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie présidé par le commandant de la garde présidentielle, le général Abdourahmane Tchiani.

Paris réaffirme son soutien à la position de la Cédéao

C'est ce qui ressort d'un entretien entre le chef de la diplomatie, Catherine Colonna, et son homologue nigérian, Yusuf Maitama Tuggar.

La France «apporte son plein soutien à la Cédéao, pour le retour à l'ordre constitutionnel au Niger», a indiqué le Quai d'Orsay dans un communiqué, au terme d'un entretien téléphonique entre la ministre des Affaires étrangères, Catherine Colonna, et son homologue nigérian, Yusuf Maitama Tuggar. La cheffe de la diplomatie française a réitéré lors de cet entretien le «plein soutien de la France à l'action de la Cédéao, afin de mettre fin à la tentative de putsch et de restaurer l'ordre constitutionnel autour du président Bazoum».

Les deux hautes personnalités «ont par ailleurs affirmé leur volonté commune de poursuivre le renforcement des relations bilatérales entre

nos deux pays, notamment à la suite de la visite à Paris du président nigérian Bola Ahmed Tinubu, à l'occasion du sommet pour un nouveau pacte financier mondial en juin dernier».

Cet échange intervient alors que la Cédéao a fait savoir qu'elle préparait une intervention militaire pour libérer le président Mohamed Bazoum toujours détenu à Niamey depuis qu'il a été démis par les militaires le 26 juillet, et n'a pas été libéré malgré les négociations menées avec le pouvoir militaire du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie.

Noël Ndong

MIGRATION

Le centre d'accueil de Lampedusa presque dix fois surpeuplé

Le nombre de migrants séjournant dans le centre d'accueil de l'île italienne de Lampedusa a atteint 3.983 personnes, pour une capacité d'accueil d'environ 400 places. C'est ce qu'a rapporté l'agence de presse Ansa.

Selon la publication, les migrants ont débarqué 63 fois sur l'île vendredi, avec 1.826 sans-papiers, un record. En outre, 519 autres personnes sont arrivées entre minuit et samedi matin. La préfecture d'Agrigente avait déjà organisé à la mi-journée l'embarquement de 740 migrants sur un ferry qui arrivera en Sicile dans la soirée.

Selon le ministère de l'Intérieur, plus de 107.500 personnes sont arrivées par la mer en Italie depuis le début de l'année, et l'année dernière, à la même période (janvier-août), c'était près de 53.000 personnes. Les autorités italiennes ont affirmé à plusieurs reprises la nécessité de trouver des solutions paneuropéennes au problème de l'immigration clandestine.

L'actuel gouvernement italien s'est fixé pour objectif d'endiguer le flux illégal de migrants. Il a notamment renforcé les mesures visant à combattre et à punir les passeurs.

FRANCE

Emmanuel Macron rencontrera les dirigeants des partis le 30 août

Le président français Emmanuel Macron a envoyé aux dirigeants des principaux partis l'invitation à une rencontre organisée le 30 août, rapporte la chaîne BFMTV.

Selon ses informations, le chef d'État a invité les dirigeants des partis présents au parlement à un dîner de travail qui aura lieu mercredi à 15h00 (UTC+2). «L'ambition sera de convenir de voies d'action qui pourront trouver des traductions concrètes et rapides dans les réalisations du gouvernement et des textes législatifs bâtis ensemble», précise le texte.

La réunion devrait notamment porter sur la stabilisation de la croissance économique, le soutien aux jeunes et la lutte contre la délinquance, ajoute la chaîne.

TASS

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



COOPÉRATION

La Chine réitère son soutien à la République du Congo

En marge du sommet des Brics tenu du 22 au 24 août dernier à Johannesburg en Afrique du Sud, le président Xi Jinping a indiqué au cours d'un échange avec son homologue Denis Sassou N'Guesso que la Chine continuera à soutenir les efforts du Congo tant au plan national que régional et international.

Le président chinois a souligné l'attachement du chef de l'Etat congolais à la coopération sino-congolaise qui totalisera 60 ans en 2024, avant de le qualifier de « vieil et bon ami du peuple chinois ».

Il a également rappelé l'appui du Congo aux questions relatives aux intérêts fondamentaux de la Chine.

« La Chine est disposée à maintenir des échanges étroits, à renforcer la confiance politique mutuelle et à approfondir la coopération pragmatique avec le Congo, afin d'obtenir davantage de résultats dans le cadre de leur partenariat de coopération stratégique global », a soutenu Xi Jinping.

Le président Denis Sassou N'Guesso a, pour sa part, évoqué la visite d'Etat mémorable qu'a effectuée le chef de l'Etat chinois à Brazzaville en 2013 à l'issue de laquelle plusieurs entreprises chinoises se sont engagées dans la réalisation des projets de construction en terre congolaise.

Il a estimé que le 60e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays permettra de développer davantage leurs liens d'amitié et de coopération.

Christian Brice Elion



Les présidents Denis Sassou N'Guesso et Xi Jinping

CHINE-AFRIQUE

Le commerce enregistre une croissance régulière de janvier à juillet

Le commerce de la Chine avec l'Afrique a enregistré une croissance régulière au cours des sept premiers mois de l'année, selon des données officielles publiées mercredi.

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont augmenté de 7,4% en glissement annuel, à 1.140 milliards de yuans (environ 158,36 milliards de dollars) durant la période janvier-juillet, d'après les données publiées par l'Administration générale des douanes.

La Chine est restée le premier partenaire commercial de l'Afrique au cours de la dernière décennie. Le commerce bilatéral a totalisé 1.870 milliards de yuans en 2022, soit une hausse de 14,8% sur un an, selon les données.

Au cours des sept premiers mois, les exportations du pays vers l'Afrique ont progressé de 20% sur un an pour atteindre 709.590 milliards de yuans, tandis que les importations ont atteint 426,65 milliards de yuans, selon les données douanières.

Les exportations de navires et d'automobiles ont respectivement augmenté de 81,3%, et de 26,1% en base annuelle, tandis que celles de produits

mécaniques et électriques ont connu une hausse de 32,5%, contribuant ainsi à 50,1% du volume du commerce bilatéral.

La Chine est toujours la plus grande destination des exportations pour l'Afrique, avec le pétrole brut, le minerai en métal et le sable minéralisé ainsi que les produits agricoles comme principales marchandises d'exportation, selon les autorités douanières.

Parmi toutes les économies africaines, l'Afrique du Sud a été le plus grand partenaire commercial de la Chine, suivie par le Nigeria et l'Angola au cours des sept premiers mois.

Le commerce entre la Chine et l'Afrique du Sud s'élevait à 226,15 milliards de yuans au cours des sept premiers mois de 2023, en hausse de 10,5% sur un an et représentant 19,9% du commerce de la Chine avec les pays africains, d'après les données.

L'essor du commerce sino-africain favorise l'adoption des comptes en yuan

L'établissement de services financiers régional Groupe NCBA, basé au Kenya, a indiqué que l'essor du commerce sino-africain favorise l'adoption des comptes libellés en yuan.

John Gachora, directeur général du Groupe NCBA, a déclaré à Xinhua à Nairobi, capitale du Kenya, que ses clients pouvaient ouvrir des comptes en yuan du fait que le groupe a des liens avec des correspondants bancaires en Chine. « La disponibilité de la devise chinoise rend plus pratique et plus abordable de commercer entre la Chine et l'Afrique », a indiqué M. Gachora à l'occasion de la publication jeudi des résultats financiers du groupe pour les six premiers mois de 2023.

Le Groupe NCBA exerce ses activités au Kenya et dans quatre autres pays africains, à savoir

l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda et la Côte d'Ivoire.

Selon le Bureau kényan des statistiques, la Chine est devenue le plus grand partenaire commercial, investisseur étranger et entrepreneur de projets au Kenya. L'utilisation du yuan dans le commerce sino-africain réduit la dépendance au dollar américain pour le règlement des échanges internationaux, a indiqué M. Gachora.

Commercer en yuan s'est également révélé une énorme opportunité économique grâce à la présence d'une importante communauté chinoise dans la région, a-t-il indiqué.

MADAGASCAR

Une bousculade fait plusieurs morts et des dizaines de blessés

Au moins douze personnes ont été tuées et 80 autres blessées vendredi après-midi lors d'une bousculade survenue à l'entrée du stade Barea, dans la capitale malgache Antananarivo, avant la cérémonie d'ouverture des 11e Jeux des Îles de l'océan Indien, a déploré vendredi soir le gouvernement malgache.

« Pour le moment, le bilan provisoire est douze morts et environ 80 blessés, dont onze nécessitent une intervention chirurgicale urgente », a déclaré le Premier ministre malgache, Christian Ntsay devant la presse.

« L'Etat prend en charge les frais médicaux des blessés et au nom de toutes les institutions, je présente mes condoléances aux familles des victimes », a-t-il ajouté.

Des témoins ont confié à l'agence Xinhua que le drame a eu lieu vers 17h20, heure locale alors que la foule était trop nombreuse et impatiente de pénétrer dans le stade pour assister au spectacle.

Lors de la cérémonie d'ouverture des jeux plus tard dans la journée, le président malgache Andry Rajoelina a fait observer un instant de silence en hommage aux victimes de la bousculade. Le 26 juin 2019, au moins 15 personnes sont mortes et 75 autres blessées dans une bousculade similaire dans le même stade, alors que les gens célébraient l'anniversaire de l'indépendance de Madagascar, rappellent des observateurs locaux.

CENTRAFRIQUE

Plus de 2.000 personnes déplacées par un combat armée-rebelle

Un combat opposant le vendredi les Forces armées centrafricaines (Faca) et des hommes armés a fait fuir plus de 2.000 personnes dans le sud-ouest de la République centrafricaine (RCA), a-t-on appris auprès des sources concordantes.

Une position des Faca a été attaquée par des hommes armés non identifiés tôt vendredi au village Yawa dans la préfecture de la Lobaye (sud-ouest). Cet affrontement a provoqué le déplacement de plus de 2.000 personnes dont la plupart sont des femmes et des enfants vers la ville de Boganda (toujours dans la Lobaye), a confirmé Michael Yembe, député de Boganda. Il a appelé les autorités du pays à déployer des militaires supplémentaires pour appuyer leurs frères d'armes avec un effectif inférieur aux assaillants alors que ces déplacés internes sont dans une situation difficile. Cette information est confirmée par Mathieu Kotamandjia, le maire de la commune de Boganda qui a informé qu'une partie de la localité de Yawa est occupée par les FACa et l'autre sous contrôle des forces illégales.

D'après des observateurs locaux, des hommes armés non identifiés ont renforcé leur présence ces derniers temps dans le sud de la Centrafrique, plus précisément aux alentours de la sous-préfecture de Boda dans la Lobaye. Leur présence inquiète la population qui appelle le gouvernement centrafricain à renforcer l'effectif des forces de défense dans cette partie du pays.

Xinhua

franprix 

Ouverture
LUNDI 28 AOÛT

Venez découvrir
votre nouveau magasin
de **proximité**

ouverture
8h-20h
du lundi au samedi
8h-17h le dimanche

98, Boulevard Charles de Gaulle,
Pointe-Noire



franprix 

Ouverture
LUNDI 28 AOÛT

Venez découvrir
votre nouveau magasin
de **proximité**

ouverture
8h-20h
du lundi au samedi
8h-17h le dimanche

98, Boulevard Charles de Gaulle,
Pointe-Noire



CONGO-FRANCE

François Barateau fait ses adieux au chef de l'Etat congolais

L'ambassadeur de France en République du Congo, François Barateau, a fait ses adieux au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le 26 août à Oyo, dans le département de la Cuvette.

Le diplomate français a, au terme de l'audience avec le chef de l'Etat congolais, énuméré quelques secteurs dans lesquels son pays est intervenu. « Je voudrais souligner notre engagement continu en faveur des infrastructures sociales. Les problèmes d'assainissement, d'accès à l'eau et à l'électricité », a-t-il indiqué.

François Barateau a aussi évoqué l'appui de la France au Congo en matière de formation professionnelle. « Ce qui n'a pas abouti, ce sont deux pro-

jets importants en termes d'urbanisme, l'assainissement de Pointe-Noire. C'est un projet nécessaire, ambitieux et compliqué car il s'agit d'une ville très basse où les écoulements d'eau sont complexes », a-t-il renchéri.

Pour lui, son successeur travaillera pour avancer les projets relatifs à l'assainissement de la capitale économique congolaise. Il a, par ailleurs, salué la forêt congolaise et les efforts des pouvoirs publics pour en assurer la valorisation. « Je quitte



L'ambassadeur de France lors de l'audience avec le chef de l'Etat congolais

« Je quitte le Congo avec un grand regret. Belle nature que vous avez la chance d'avoir et qu'il faut valoriser davantage. Je sais que le président Denis Sassou N'Guesso est très engagé depuis longtemps dans la valorisation du Bassin du Congo. Cette nature généreuse est bénéfique pour l'ensemble de l'humanité »

le Congo avec un grand regret. Belle nature que vous avez la chance d'avoir et qu'il faut valoriser davantage. Je sais que le

président Denis Sassou N'Guesso est très engagé depuis longtemps dans la valorisation du Bassin du Congo. Cette nature généreuse est bénéfique pour

l'ensemble de l'humanité », a fait savoir François Barateau qui a séjourné au Congo pendant quatre ans.

Christian Brice Elion

ACADÉMIE MILITAIRE MARIEN-NGOUABI

Fin de la formation de la 27^e promotion des élèves-officiers d'active

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a patronné, le 25 août, la cérémonie de port des insignes de grade de la 27^e promotion des élèves-officiers d'active de l'académie militaire Marien-Ngouabi baptisée général Gilbert Bokemba.



Séance de port des alphas argentés/Adiac

Au total 95 élèves officiers d'active de la 27^e promotion ont suivi une formation de deux ans à l'Académie militaire "Marien Ngouabi". Les enseignements de ce stage ont porté, entre autres, sur l'aguerrissement paracommando, l'expérimentation, la manœuvre, l'instruction, la recherche dans le domaine de la défense nationale et autres disciplines militaires. Cette promotion cède la place à la 28^e qui comprend quatre-vingt-huit élèves officiers.

Dans le cadre de l'observation des rites et traditions militaires, cette cérémonie a été marquée par le port des alphas dorés des

élèves officiers d'active de la 28^e promotion par les élèves de la 27^e promotion, la remise du sabre et de l'étendard de l'académie militaire Marien-Ngouabi au président de la 28^e promotion respectivement par le président de la promotion sortante et le commandant de l'école.

Enfin, le commandant de l'academie militaire Marien- Ngouabi, le colonel Lié Cyr Guy Longangué, s'est félicité de la collaboration de l'école dont-il a la charge avec les partenaires. Une parade militaire a mis un terme à cette cérémonie.

Fortuné Ibara

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAC NEWSLETTER

L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

RÉCOMPENSE

Des prix aux lauréats du concours «Stop paludisme»

Les lauréats de la 4e édition du concours national de poésie organisé par Loatékombo association culturelle sur le thème « Stop paludisme » ont reçu, le 25 août, à Brazzaville des récompenses d'encouragement et des enveloppes financières.

Trois candidats ont été sélectionnés et classés par catégorie à l'issue de la compétition ouverte du 25 février au 10 avril 2023, sur l'ensemble du territoire national sur le thème « Stop paludisme ».

Il s'agit de Syntiche Dorcia Nzonza Milandou, élève en classe de 3e au Complexe scolaire évangélique Pasteur Alphonse Mbama, classée en première catégorie.

Destinée Kengué, étudiante en 1re année à la faculté des lettres de l'Université Marien-Ngouabi en 2e catégorie ainsi que Davy Merlan Anfouaki, étudiant en master I à la faculté des sciences économiques de l'Université Marien-Ngouabi en 3e catégorie.

Ils ont reçu chacun des prix et une enveloppe financière. Le concours a concerné les jeunes âgés de 6 à 25 ans. Il a connu la participation des élèves des classes du collège et ceux de l'Université.

Au total, 473 candidats issus de tous les départements du pays ont postulé au concours dont 182 femmes et 291 hommes. Les critères de sélection ont été notamment le respect de la thématique du concours Stop paludisme, la présence de la substance poétique et la fidélité aux règles d'écriture de la langue française.

La cérémonie de remise des prix à ces lauréats s'est déroulée en présence des ministres



Les lauréats posant avec les officiels (ADIAIC)

« Si la poésie est un gant de velours, les textes écrits par ces jeunes pour dire stop au paludisme sont bien une main de fer, en particulier les trois textes sélectionnés par le jury pour être récompensés à la 4e édition »

de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, et de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault et bien d'autres autorités. Le concours a été organisé par Loatékombo association culturelle que dirige Chevaleresque Makanga. Il a expliqué dans son allocution que l'élimination de la maladie est essentielle pour atteindre les Objectifs de développement durable et doit rester une priorité pour l'humanité.

Chevaleresque Makanga a rappelé les différents thèmes des éditions précédentes organisées au Congo. La première édition a porté sur le thème « La lutte contre le Covid-19 », la deuxième sur « Nous renforçons notre fibre patriotique » et la troisième sur « Nous protégeons l'environnement ».

Le concours de poésie s'inscrivait dans le cadre de la lutte contre le paludisme et pour le renforcement du système de

santé avec le nouveau mécanisme de financement, en partenariat avec le Programme de lutte contre le paludisme, le Fonds mondial Catholic relief services.

Il a été placée sous le slogan « Ensemble et avec l'effort de tous, l'élimination du paludisme est possible ».

Le directeur du Fonds mondial Catholic relief services, Denis Ako Arrey, a encouragé les lauréats de leur créativité, dyna-

misme et de leur engagement à pouvoir continuer à sensibiliser les populations à travers la poésie, les chants et toute autre forme d'art.

« Si la poésie est un gant de velours, les textes écrits par ces jeunes pour dire stop au paludisme sont bien une main de fer, en particulier les trois textes sélectionnés par le jury pour être récompensés à la 4e édition », a-t-il indiqué.

L'administrateur maire de Ouenzé, Marcel Nganongo, représentant son collègue de l'arrondissement 3, Poto-Poto, a rappelé la menace de la maladie qui constitue un véritable problème de santé publique.

Lydie Gisèle Oko

ADIAIC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv



MARCHÉ DE L'EMPLOI

Le patronat congolais impliqué dans l'insertion professionnelle des jeunes

L'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE) a multiplié des rencontres avec les organisations patronales pour essayer de répondre aux demandeurs d'emploi. Avec les discussions entamées début août avec le patronat congolais, l'agence espère faciliter les stages en entreprise et l'embauche des jeunes qualifiés.

Les discussions entre le patronat et le service public de l'emploi pourraient déboucher à la création d'une commission chargée de valider les dossiers des demandeurs d'emploi. Pour peaufiner sa stratégie d'insertion professionnelle, le directeur général de l'ACPE, Wilfrid Bitsy, a rencontré tour à tour les représentants de l'Union nationale des opérateurs économiques du Congo, de la Confédération générale du patronat du Congo, l'Union patronale et interprofessionnelle ainsi que des syndicats des commerçants, des transporteurs et des boulangers.

L'objectif de ces pourparlers est de profiler une « réunion tripartite » entre le ministère de la Formation qualifiante et de l'Emploi, les organisations patronales et l'ACPE. « Les emplois dans ces secteurs peuvent être d'une certaine précarité, mais nous avons discuté avec le patronat pour essayer de sécuriser les emplois et les rendre décents », a indiqué Wilfrid Bitsy.

L'ACPE ne veut négliger aucun secteur, à l'instar du commerce qui est le secteur plus représentatif mais précaire en termes d'emploi. Le syndicat des commerçants et l'ACPE ont convenu d'œuvrer ensemble pour l'employabilité des jeunes, en mettant l'accent sur la valorisation des compétences congolaises



et l'amélioration du climat des affaires. « Nous avons besoin d'embaucher. Mais les diffi-

cultés économiques font que nous ne pouvons pas recruter ces jeunes pour les former », a

Des demandeurs d'emploi reçus à l'AcpeDR justifié Aboubacar Siema, le secrétaire général du syndicat des commerçants du Congo.

Le chômage des jeunes demeure un défi pressant en République du Congo, en dépit de nombreuses initiatives engagées par les autorités au cours des dernières années. La réforme du service public de l'emploi avec l'éclatement de l'ex-Office national de l'emploi et de la main-d'œuvre en deux entités, l'ACPE et le Fonds national d'appui à l'emploi et l'apprentissage(Fonea), n'a pas permis à ce jour d'obtenir les résultats escomptés.

Le chômage des jeunes demeure un défi pressant en République du Congo, en dépit de nombreuses initiatives engagées par les autorités au cours des dernières années. La réforme du service public de l'emploi avec l'éclatement de l'ex-Office national de l'emploi et de la main-d'œuvre en deux entités, l'ACPE et le Fonds national d'appui à l'emploi et l'apprentissage(Fonea), n'a pas permis à ce jour d'obtenir les résultats escomptés.

Cette réforme du marché du travail entamée depuis 2018, grâce au soutien de l'Expertise France et de Pôle emploi, a réparti les tâches entre les deux entités. Si l'ACPE joue l'intermédiaire entre le demandeur d'emploi et le futur employeur, le Fonea par contre se charge d'encadrer puis financer l'auto-emploi pour les jeunes porteurs de projet de création d'entreprise. Cette solution a été proposée à l'issue d'une enquête menée durant la même année à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie.

Un autre volet de la réforme du marché du travail concerne la production régulière des statistiques de l'emploi (le taux de chômage, l'emploi disponible, les filières concernées). La réforme ne semble pas avancer dans ce domaine.

Fiacre Kombo

LE FAIT DU JOUR

BRICS : acte 15

Les économies émergentes du moment, avec à leur tête le groupe des Brics : Brésil-Russie-Chine-Inde-Afrique du Sud, ont achevé, le 24 août à Johannesburg, les travaux de leur sommet, le quinzième du genre depuis le tout-premier tenu en 2009 à Iekaterinbourg, en Russie. En choisissant le thème « les Brics et l'Afrique », les cinq pays veulent attirer vers eux les nations du continent mais aussi bien d'autres à travers le monde dans le but de constituer un contrepoids à ce qu'ils appellent « la domination occidentale » dans les relations internationales.

La présence en Afrique du Sud de plusieurs dirigeants hors-Brics est un signe que le message d'émancipation porté dans le cadre de ce sommet et en plusieurs autres occasions est audible. En juillet dernier à Saint-Petersbourg, l'ancienne présidente brésilienne Dilma Rousseff qui dirige l'institution financière de l'organisation, la nouvelle banque

de développement, avait profité de la tribune du forum Russie-Afrique pour inviter les participants à croire au projet fédérateur d'une entité respectueuse des intérêts de tous ses membres.

La question se pose désormais de savoir comment se déroulera la transition entre un monde hérité de la fin de la guerre froide, dominé par la suprématie américaine depuis trois décennies, et celui que tentent de forger les Brics à travers ces réunions au sommet. Se fera-t-elle au profit de la stabilité sur les cinq continents ou sera-t-elle la porte ouverte à une succession de conflits entre les pôles stratégiques en formation, avec d'un côté le Sud global déterminé à s'affranchir, et de l'autre l'Occident qui cherche à ce que la bourrasque annoncée ne le submerge pas ?

A Johannesburg, le président brésilien Lula da Silva a annoncé que les Brics ambitionnent de traiter d'égal

à égal avec les Etats-Unis et l'Union européenne ; le Russe Vladimir Poutine a dénoncé par visioconférence les sanctions « illégales » qui frappent son pays déclarant par ailleurs être convaincu de l'irréversibilité du processus de « dédollarisation » de l'économie mondiale ; le Chinois Xi Jinping a prôné l'élargissement des Brics ; l'Indien Narendra Modi a rappelé la devise « Une famille, un avenir » qui sous-tend le projet de construction des Brics comme « l'impératif de notre époque ».

Sans appeler à une confrontation par les moyens non pacifiques entre le Nord et le Sud, les Brics disent rechercher des solutions aux questions globales auxquelles l'humanité est confrontée. Ainsi a-t-on entendu les cinq leaders de l'association appeler de leurs vœux l'instauration d'un « ordre mondial plus inclusif », ou variablement un « ordre mondial multipolaire équitable » pour servir « la cause de la paix et du progrès ». Le développement des échanges

dans les domaines commerciaux, scientifiques et politiques consacrerait à leurs yeux un environnement éloigné de l'héritage de la guerre froide que le conflit russo-ukrainien a remis au goût du jour.

D'après les études, en 2050, « les premières économies mondiales mesurées en PIB nominal seront la Chine, les Etats-Unis, l'Inde, le Brésil et la Russie ». On y voit une dominante des Brics dans cette liste où ne figure pas l'Union européenne. Si ces données s'avèrent fiables, elles expliquent en partie les tensions que l'on observe aujourd'hui entre les puissances les plus en vue. Dans une logique salutaire pour tous, il faut souhaiter que ces grandes économies de demain prennent fait et cause pour le dialogue constructif et sortent du repli sur soi préjudiciable à la survie de l'humanité. En seront-elles capables ? Il faut y croire et en même temps rester prudents.

Gankama N'Siah

ASSAINISSEMENT

Deux semaines pour rendre Ouenzé propre

La troisième édition de l'opération « Ouenzé Bopeto » se déroulera du 27 août au 10 septembre prochaine dans le 5^e arrondissement de Brazzaville. Le promoteur de ce concept, le ministre délégué en charge de la Décentralisation et du Développement local, a invité, le 24 août, les chefs des dix quartiers que compte Ouenzé à s'impliquer résolument pour le bon déroulement de l'opération.

A la différence des précédentes éditions, l'opération Ouenzé Bopeto III s'étendra dans tout le 5^e arrondissement. Initiateur de cette action, le député titulaire de la première circonscription électorale de Ouenzé, Juste Désiré Mondelé, pense que les questions d'assainissement sont une tâche commune et un projet commun nécessitant la synergie des efforts. « Depuis des années, nous nous attelons à plus ou moins assainir notre cadre de vie. C'est une forme de prévention aux maladies diverses, à plusieurs maux, et profitant de cette période intermédiaire entre la saison sèche et la saison des pluies, nous voulons donc réitérer l'opération Ouenzé Bopeto III mais sur les dix quartiers », a annoncé le ministre lors de sa communication faite en présence du député de Ouenzé 3, Romi Oyo, de l'administrateur maire de Ouenzé, Marcel Nganongo.

Selon lui, il est temps de mobiliser les énergies en s'appuyant sur les chefs de quartiers, des blocs et zones ainsi

que des moyens techniques pour donner un autre visage à Ouenzé après les deux semaines de l'opération. Pour ce faire, les initiateurs seront appuyés par les services techniques de la mairie de Brazzaville et par une expertise de la société Averda. « Il vous revient de mettre en place le cadre, voir comment nous allons nous déployer dans les dix quartiers en définissant la stratégie. Au-delà de l'assainissement, le service d'hygiène du département de Brazzaville sera associé, parce que nous allons non seulement faire le curage des caniveaux, nettoyer les grandes artères et les artères parallèles, mais s'attaquer aux flaques d'eau usées qui parfois stagnent, devenant des réserves de larves de moustiques et autres. Il ne suffit pas d'embellir superficiellement les grandes artères, nous allons aussi requérir l'expertise des services d'hygiène qui vont apporter leur concours pour que nous essayons de toucher à la racine », a insisté Juste Désiré Mondelé.



Les chefs des quartiers/Adiac

Il a, par ailleurs, assuré ses interlocuteurs que toutes les conditions étaient réunies pour mettre à leur disposition du matériel aratoire, notamment des pelles, brouettes, poubelles et autres. « Nous allons lancer l'opération que nous souhaitons en profondeur pour qu'après les deux semaines nous puissions voir tout l'arrondissement devenir propre parce que les questions d'assainissement

commencent vraiment à poser problème...Il n'est pas évident en solitaire d'apporter les soins appropriés, il faut vraiment une synergie conjuguée, les efforts de tous : églises, associations et ONG spécialisées dans les questions d'environnement. Nous allons curer les zones que nous savons exposées aux débordements des eaux pluviales. C'est pourquoi, nous sollicitons votre exper-

tise, vous qui êtes en contact direct avec les habitants dans les quartiers », a-t-il poursuivi. Parallèlement à cette opération, Juste Désiré Mondelé entend s'appuyer sur les chefs de quartiers pour remettre à certaines familles, surtout celles vivant dans les quartiers 59 et 54, des moustiquaires imprégnées, des matelas et peut-être des tôles pour prévenir l'arrivée des pluies.

Parfait Wilfried Douniama

EDUCATION

JED contribue au développement de la jeune fille congolaise

La Fondation Jeunesse éducation et développement (JED), que préside la députée Esther Gayama Ahissou, initie depuis trois ans des ateliers vacances au cours desquels de jeunes filles des écoles publiques sont préparées au moyen d'enseignements divers à devenir des femmes.

Pour l'édition qui s'est ouverte le 25 août, la troisième du genre, une vingtaine de jeunes filles provenant des écoles publiques de Brazzaville et de l'Île Mbamou y prennent part. Elles vont pendant deux semaines suivre des enseignements ponctués par des excursions et des visites des lieux de mémoire de la ville capitale.

Ainsi, une dizaine de cadres sont mobilisés pour leur dispenser des cours portant sur les thèmes aussi divers que variés, entre autres, l'histoire de l'Afrique et du Congo ; l'hygiène corporelle et la sexualité ; la connaissance des emblèmes et armoiries du Congo ; l'initiation à la lecture et l'importance de celle-ci ; les notions d'instruction civique et du civisme ; la violence en milieu scolaire.

L'initiatrice de ces ateliers, Esther Gayama Ahissou, a



Cérémonie d'ouverture de cet atelier vacances/Adiac

« La jeune fille est l'être central de l'humanité parce qu'elle est appelée à devenir femme et à donner la vie »

précisé, dans son mot liminaire, que les jeunes filles sont tellement vulnérables qu'il est nécessaire de les former afin qu'elles puissent avoir des moyens de défense contre les attaques de tous genres. « La jeune fille est l'être central de l'humanité parce qu'elle est appelée à devenir femme et à donner la vie », a-t-elle indiqué avant d'expliquer au public le slogan de ses retrouvailles, à savoir « Fille lelo, femme lobi » qui signifie en français « Fille aujourd'hui, femme demain ».

La cérémonie d'ouverture de cet atelier vacances a eu lieu en présence des représentants du ministère en charge de l'Éducation et de celui de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement ainsi que de plusieurs partenaires au développement.

Rominique Makaya

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

L'AS Otohô n'a toujours pas la bonne formule

L'AS Otohô a tenu en échec le 25 août au Rwanda El Merreikh du Soudan 0-0, match comptant pour la manche retour du premier tour préliminaire de la Ligue africaine des champions mais pas suffisant pour poursuivre l'aventure.

C'est rageant dans la mesure où sur l'ensemble des deux confrontations aucune équipe n'a pris le dessus sur l'autre (1-1 puis 0-0). L'AS Otohô aura des regrets à nourrir puisqu'il y avait bien de la place pour se qualifier.

Mais l'entame du match aller catastrophique, sanctionnée par un but concédé dans les trois premières minutes le 20 août à Brazzaville, a pesé sur la balance en faveur des Soudanais, lesquels abordaient cette campagne dans de circonstances très particulières. La situation sociopolitique au Soudan les a obligés à jouer les rencontres loin de leur base. Et le Rwanda a été une terre d'accueil pour El Merreikh, l'un des grands du continent. L'équipe championne du Congo a une fois de plus confirmé toutes ses difficultés à briller dans la prestigieuse compétition interclub de la Confédération africaine de football en se faisant éliminer dès l'entame de la compétition pour la cinquième fois en sept participations. C'en est trop



AS Otohô éliminée dès l'entame pour la cinquième fois en sept participations/Adiac

L'équipe championne du Congo a une fois de plus confirmé toutes ses difficultés à briller dans la prestigieuse compétition interclub de la Confédération africaine de football en se faisant éliminer dès l'entame de la compétition pour la cinquième fois en sept participations. C'en est trop avec l'expérience cumulée.

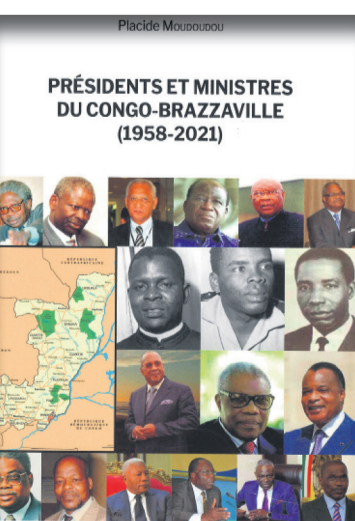
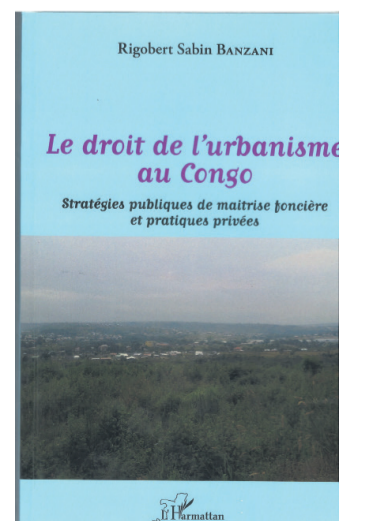
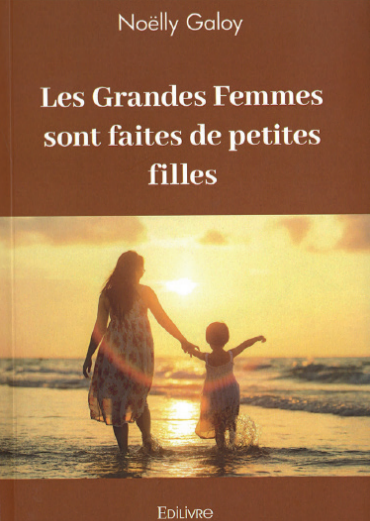
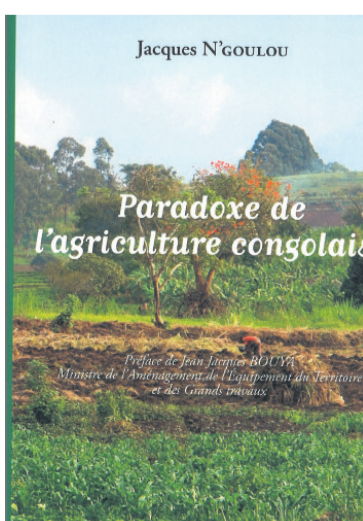
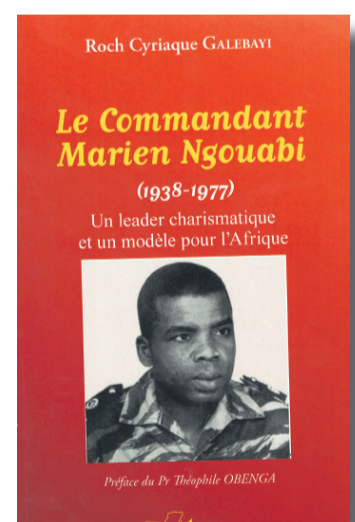
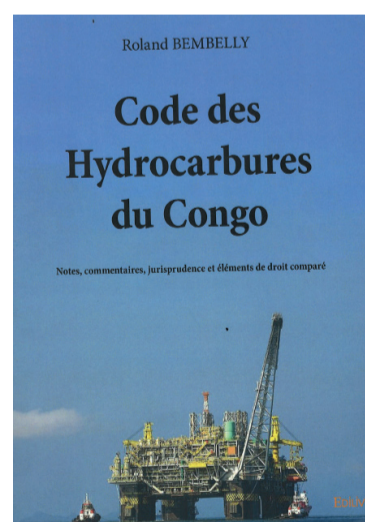
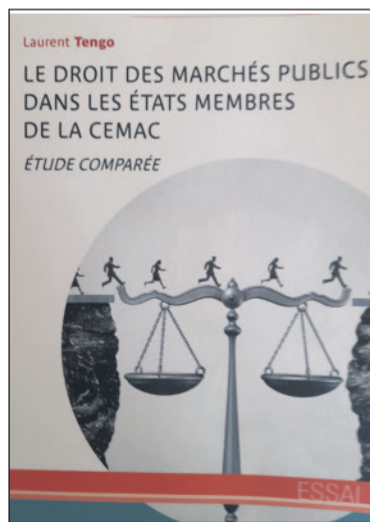
avec l'expérience cumulée.

La saison dernière, elle a été éliminée à cette étape par Cape Town City FC. En 2021-2022, elle échoue au deuxième tour face à Petro Atletico avant d'être reversée à la Coupe de la Confédération. La saison 2020-2021, l'AS Otohô est évincée au premier tour par El Merreikh. La saison 2019-2020, le représentant congolais s'incline devant Mamelodi Sundowns. En 2018-2019, l'AS Otohô est exclue au deuxième tour par FC Platinum avant d'être reversée à la Coupe de la Confédération puis la saison 2017-2018, elle avait été écartée au premier tour par le Raja de Casablanca.

Des statistiques qu'il faudra vite soignées en travaillant davantage pour permettre au football congolais de reconquérir les quatre places. Il ne reste plus que les Diables noirs, exemptés du premier tour préliminaire de la Coupe de la Confédération, pour défendre les couleurs du Congo.

James Golden Eloué

EN VENTE





LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,

Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

*Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)*



LITIGE SPORTIF

Jean Joseph Mouanda Dibala débouté par le TAS

Le Tribunal arbitral du sport (TAS) a dit le droit sur le litige né de l'assemblée générale électorale du 2 septembre 2022 qui opposait Jean Joseph Mouanda Dibala à la Fédération congolaise de football (Fécofoot). Dans cette bataille judiciaire, l'appelant n'a pas obtenu gain de cause car son appel a été déclaré irrecevable.

« La procédure arbitrale du TAS 2022/A/9180 est terminée et rayée du rôle du TAS », peut-on lire dans l'une des conclusions rendues dans un document de 21 pages confirmant ainsi la légitimité des résultats de l'assemblée générale électorale du 2 septembre 2022 à la Fécofoot. Il n'y aura pas donc reprise des élections comme le souhaitait Jean Joseph Mouanda Dibala. Ce dernier avait saisi le TAS afin qu'il adopte une sentence annulant l'assemblée générale électorale du 2 septembre 2022, de récuser la commission électorale de la Fécofoot qu'il jugeait inopérante et incompétente, de déclarer incomplet et entaché d'irrégularité le dossier

de candidature de Jean Guy Blaise Mayolas puis condamner la Fécofoot au paiement de l'intégralité des frais d'administration du TAS et des honoraires de l'arbitre unique.

L'actuel président de la Fécofoot, rappelons-le, était le seul candidat en lice à sa propre succession parce que les deux autres candidatures dont celle de l'appelant ont été écartées par manque de pièces. Les éléments apportés témoignent que la commission électorale avait demandé aux candidats de compléter leurs dossiers avant le 2 août à 17 h que l'appelant n'a cependant pas transmis à la commission électorale les documents manquant à la date



limite. Après avoir examiné et statué sur les exposés des faits des différentes parties, le recours en appel de Jean Joseph Mouanda Dibala a été déclaré irrecevable. « En raison de l'irrecevabilité de la déclaration d'appel, il n'est pas nécessaire d'examiner ce grief », telle est la position du TAS.

Le TAS souligne que les frais de procédure, qui seront déterminés et notifiés aux parties ultérieurement par la greffe du TAS, seront mis en totalité à la charge de l'appelant Jean Joseph Mouanda Dibala. Chaque partie, précise-t-il, conservera à sa charge ses propres frais de défense encourus pour les besoins à la présente procédure.

James Golden Eloué

HUMEUR

Quand les contre-témoignages vident les sectes religieuses !

Il naît peu à peu au sein des assemblées et sectes religieuses une certaine opinion qui voudrait aller à l'encontre de tous ces témoignages montés de toutes pièces que l'on vit nuit et jour. Ces contre-témoignages surprennent des responsables religieux, à savoir diacres, évangélistes, pasteurs, apôtres et autres, car ils sont imprévisibles. Et contrairement aux témoignages qui susciteraient des adhésions au sein de ces entités religieuses, les contre-témoignages vident ces églises.

Que l'on veuille ou non, ces témoignages sont pour la plupart préparés pour attirer des adeptes. C'est ce que les hommes religieux eux-mêmes appellent par le moment de recherche des nouvelles âmes, c'est-à-dire des nouveaux fidèles. Nombreux sont des fidèles qui commencent à se fatiguer de ces témoignages mensongers. « Pourquoi ce ne sont que les mêmes qui font des témoignages ? » s'est interrogée une fidèle. Aucun contre-témoignage n'est permis dans ces milieux. Mais comme dit l'adage populaire : « On peut tromper mille personnes une fois.

Mais on ne peut pas tromper mille personnes mille fois ». On finira toujours par découvrir le pot aux roses. Dans deux assemblées religieuses d'une localité, certains fidèles abusés par leurs responsables à travers des témoignages montés de toutes pièces ont eu le courage de faire des contre-témoignages lors d'un culte. Cela a bouleversé les autres fidèles et les pasteurs n'ont pas pu arrêter le tohu-bohu suscité par ces contre-témoignages.

Après les démentis, ces milieux religieux ont perdu presque la moitié de leurs fidèles. Ces témoignages commencent aussi à déranger de nombreux non-croyants et croyants. En des termes simples, témoigner c'est dire sans mentir ce que l'on a vécu. Mais on constate que ces témoignages ne relèvent pas de la réalité. Pire encore, cela se dit de plus en plus par certains fidèles, ces témoignages sont monnayés, c'est-à-dire les fidèles sont payés pour déverser ces mensonges.

L'opinion contraire et déstabilisante qui commence à prendre corps dans ces milieux religieux trouve aussi ses adhérents. Lors des moments de ces « contre-témoignages », on entend des fidèles qui se plaignent pour ne pas avoir reçu de guérison ou un salut quelconque. Vous, responsables religieux, cessez d'obliger les fidèles à témoigner comme vous le souhaitez.

Suivez mon regard !

Faustin Akono

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES
CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

SOMMET DES BRICS

Denis Sassou N'Guesso salue la survenue d'un monde multipolaire

En marge du sommet des Brics, les chefs d'Etat africains ont eu, le 24 août, une séance spéciale de dialogue Brics/Afrique sur le thème « Brics et l'Afrique : partenariat pour une croissance mutuellement accélérée, un développement durable et une croissance inclusive ».

Plusieurs chefs d'Etat africains ont pris part à cette réunion, dont le président congolais Denis Sassou N'Guesso, qui a salué, dans son allocution, les efforts des Brics à rétablir un nouvel ordre mondial plus équitable et favorable au partenariat avec les pays en développement. Il a souligné l'évolution mondiale vers un monde multipolaire.

« J'ai souvent eu l'occasion de le dire. Mais le monde multipolaire que nous appelions de nos vœux est finalement advenu et nous nous en réjouissons. Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres des Brics, votre combat pour un ordre international juste et équitable est aussi le nôtre », a déclaré Denis Sassou N'Guesso.

« L'Afrique en général et le Congo en particulier souscrivent à vos objectifs d'une gouvernance multilatérale inclusive et représentative du monde tel qu'il est aujourd'hui. Avec vous, nous partageons l'idée que les coopérations internationales doivent s'établir sur la base d'un respect et d'un bénéfice mutuel. C'est cet esprit que nous trouvons dans notre dialogue avec vous, et je tenais à vous en remercier », a-t-il précisé.

En effet, les tendances qui y sont analysées indiquent que dans l'ensemble les Brics et l'Afrique développent conjointement un modèle de relations Sud-Sud sus-



Le chef d'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, prononçant son discours en marge du sommet des BRICS/DR

« L'Afrique en général et le Congo en particulier souscrivent à vos objectifs d'une gouvernance multilatérale inclusive et représentative du monde tel qu'il est aujourd'hui. Avec vous, nous partageons l'idée que les coopérations internationales doivent s'établir sur la base d'un respect et d'un bénéfice mutuel. C'est cet esprit que nous trouvons dans notre dialogue avec vous, et je tenais à vous en remercier »

ceptible de bénéficier aux deux parties. La présence des Brics induit de véritables opportunités pour l'Afrique.

« Nous avons la certitude que le partenariat des Brics avec l'Afrique sera d'autant plus bénéfique dans la marche vers le développement », a assuré le chef de l'Etat congolais.

Rappelons que l'Afrique du Sud a abrité, du 22 au 24 août, le 15^e sommet des Brics, qui regroupe le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Une cinquantaine de pays africains y ont pris part.

A l'issue du sommet, les Brics entament un nouveau chapitre et vont accueillir en janvier 2024 six nouveaux membres (l'Iran, l'Ethiopie, l'Egypte, l'Arabie saoudite, l'Argentine et les Emirats arabes unis) qui rejoindront le groupe des pays émergents qui entend gagner en influence dans le monde.

Une quarantaine de pays avaient postulé ou manifesté leur intérêt, selon les dirigeants du club des cinq qui produit le ¼ de la richesse mondiale, rassemble 42% de la population du globe, avec 32% du Produit intérieur brut mondial, compte 30% du territoire mondial, 7% des réserves pétrolières, fournit 40% d'énergie et plus de 40% de l'énergie renouvelable et du gaz. Cet engouement montre l'influence grandissante des pays émergents sur la scène mondiale.

Yvette Reine Nzaba

RÉFLEXION

L'on ne saurait trop ...

Oui l'on ne saurait trop conseiller aux gouvernants des grandes puissances de ce temps d'être présents dans un peu plus d'un mois à Brazzaville, lors du Sommet qui réunira les dirigeants des trois plus grands Bassins de la planète : Amazone, Bornéo-Mékong, Congo. Venus en tant qu'observateurs et non acteurs de ce Sommet historique, ils y prendront en effet la juste mesure, d'abord, de l'enjeu que constitue la protection de la nature dans ces parties stratégiques de la planète, ensuite de la responsabilité qui est la leur dans la dégradation actuelle de l'environnement, enfin du devoir qui s'impose aux pays riches de soutenir activement l'action des pays en émergence dans ce combat dont dépend l'avenir de l'humanité.

Imaginons en effet le choc que produirait à l'échelle planétaire la présence de chefs d'Etat tels que Joe Biden, Vladimir Poutine, Xi Jinping, Narendra Modi, Emmanuel Macron et autres hauts responsables de la gouvernance mondiale s'ils venaient assister aux débats qui marqueront ce Sommet. Dirigeants des grandes puissances industrielles dont la suractivité fort mal gérée menace notre humanité, ils prendraient enfin la juste mesure des actions qu'ils doivent entreprendre sans plus tarder afin d'éviter la catastrophe globale dont ils sont largement, très largement responsables. Et même s'ils ne sont pas acteurs de ce Sommet, ils projettent l'image positive de grandes nations enfin conscientes de la dérive mortelle dont elles sont responsables pour une très large part.

Les catastrophes auxquelles nous assistons depuis le début de ce millénaire et qui s'aggravent d'année en année – dégradation de l'air, déforestation, fonte des neiges sur les pôles et les glaciers, hausse massive du niveau des mers et des océans, multiplication des incendies, assèchement et désertification d'immenses territoires, appauvrissement dramatique de populations entières, montée irrépressible des pandémies – gagnent lentement mais sûrement le sol des nations riches provoquant enfin une prise de conscience collective dont les tensions sociales actuelles en Europe et aux Etats-Unis donnent la juste mesure. Elles finiront tôt ou tard par provoquer un choc planétaire que les dirigeants des « Grands

» de ce monde paieront au prix fort.

Dans un tel contexte, effectivement, l'on ne saurait trop conseiller aux chefs d'Etat et de gouvernement des pays dits « riches » mais qui demain seront de nouveau pauvres d'observer avec la plus grande attention ce qui se dira lors du Sommet de Brazzaville. Et donc de faire en sorte d'y être présents d'une manière ou d'une autre, non pour prononcer de beaux et vides discours mais pour écouter enfin ce que les nations des trois plus grands Bassins de la planète proposent afin de protéger la nature tant qu'il en est temps. Voyons si ce message de simple bon sens sera entendu par ceux auxquels il s'adresse tout particulièrement.

Jean-Paul Pigasse